

Des paysages, des idées et des hommes : le projet collective de Charlevoix

Luc Bureau

Volume 21, numéro 53-54, 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021362ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021362ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bureau, L. (1977). Des paysages, des idées et des hommes : le projet collective de Charlevoix. *Cahiers de géographie du Québec*, 21(53-54), 187-219.
<https://doi.org/10.7202/021362ar>

Résumé de l'article

D'une façon quelque peu empirique, on peut distinguer quatre phases interreliées dans le processus de formation de l'image collective d'un milieu : l'identification, la modélisation, la signification et l'affectivité. Partant de ces composantes fondamentales de l'activité perceptuelle, et les mettant elles-mêmes en relation avec celles du paysage (les formes, les habitants et les valeurs), il nous a été possible de reconstituer la trame du projet collectif de Charlevoix et d'en reconnaître le niveau de consistance dans le temps et dans l'espace. Essentiellement polydimensionnel et ouvert dans le passé lointain, ce « projet » semble se contracter au fur et à mesure que l'on progresse dans le temps : l'éventail de choix se referme, en imposant des comportements de plus en plus stéréotypés. Débordant le cadre du passé et du présent, on en arrive à anticiper le profil du « nouveau projet collectif » qui s'articule, non pas en prévision d'un retour à la polyvalence ancienne, mais en fonction d'une nouvelle conception du développement, cherchant à introduire les idées de planification, de participation collective et de protection du milieu.

DES PAYSAGES, DES IDÉES ET DES HOMMES : LE PROJET COLLECTIF DE CHARLEVOIX

par

Luc BUREAU

Département de Géographie, université Laval, Québec G1K 7P4

L'origine commune de la population, un support territorial « apprivoisé » selon certains modèles de comportement collectif, des expériences de vie partagées s'étalant sur plus de trois siècles, un sentiment d'appartenance forgé dans la permanence des institutions et la concordance des aspirations socio-culturelles ont fait du Québec une entité géographique incomparable. Du golfe du Saint-Laurent jusqu'à l'entaille outaouaise, de la frontière étasunienne aux enclaves de l'Abitibi et du Lac-Saint-Jean, se retrouve cette trame commune et originale que la technologie moderne n'a pas réussi à dénaturer totalement. Cette trame est inscrite dans le sol par le cadastre, l'habitat, les routes et les monuments, dans la mosaïque complexe des groupes qui tout à la fois perpétuent et réinventent les formes concrètes ou abstraites de relations avec leur milieu et dans l'attitude même des individus ou des groupes qui modèlent ce milieu à l'image qu'ils s'en créent.

Trame commune certes, mais qui connaît des accommodements en vertu des particularités régionales. Ici, dans les espaces vastes et plats de la vallée du Saint-Laurent, ancienneté et densité du peuplement se conjuguent à la pénétrabilité et à la fertilité du terroir pour produire un paysage linéarisé. Déjà commandée par la large coulée du fleuve et les falaises qui le dominent, cette linéarité s'affermirait par les traits de peuplement : villages, routes, parcellaire, clôtures et même boisés forment une véritable marqueterie de lamelles rectangulaires s'ajustant les unes aux autres. Il n'y a qu'aux abords des villes que ce schéma séculaire s'estompe, laissant place à un éparpillement chaotique dont on discerne mal le résultat final.

De la linéarité des espaces laurentiens, on passe peu à peu à d'autres types de paysages, au profil plus complexe, aux lignes saccadées et où l'observateur doit sans cesse réajuster sa vision des choses. On entre alors dans les écoumènes inachevés des pays appalachien et laurentidien. Tous deux s'enorgueillissent, bien qu'à des degrés différents, d'une sylvie massive, à peine allégée par des efforts de colonisation plus que centenaires. Pays agro-forestiers, entend-on souvent ! Si cette épithète semble appropriée pour décrire les franges de piémont et de vallée, elle l'est beaucoup moins pour dépeindre les vastes solitudes intérieures où la forêt n'offre guère de compromis à l'agriculture.

Ces généralisations à l'échelle de la province ne suggèrent aucun mépris des originalités locales ou régionales. La vallée du Saint-Laurent, les domaines élevés des Appalaches et de la bordure des Laurentides présentent une gamme infinie de paysages différenciés, certes issus de leur cadre physique, mais aussi, et peut-être davantage, des divers modes de peuplement dont ils ont bénéficié. La dualité ethnique, l'isolement et le repli sur soi des groupes ruraux de l'après-conquête ont perturbé la diffusion de modes de vie trop uniformisateurs, favorisant ainsi, par une sorte de revirement historique, l'éclosion et le renforcement de particularismes locaux et régionaux.

Malheureusement, peu de recherches systématiques et globalisantes ont tenté, jusqu'à ce jour, d'inventorier et de conceptualiser les espaces culturels québécois. Devant cette vacuité, économistes, technocrates et politiciens imposent leur propre vision de l'espace et le découpent en champs régionaux en fonction de critère qui, bien souvent, n'ont rien à voir avec la spécificité des milieux. Notre intention n'est cependant pas ici de corriger cette lacune ; ce serait là une tâche qui déborde largement les ambitions d'une modeste contribution à un projet de recherche visant à proposer une méthodologie d'inventaire des paysages¹. L'objectif que nous poursuivons est de comprendre comment la population d'un territoire donné appréhende son propre milieu de vie et lui confère des attributs, réels ou symboliques, le rendant à nul autre comparable. Nous entrons là dans le domaine de la perception du milieu de vie, dans la représentation ou la reproduction collective de l'espace quotidien.

LA PERCEPTION DES PAYSAGES

Le paysage est matière, forme, mouvement et immatérialité. Son appréhension n'est jamais neutre, même s'il laisse indifférent ou déplaît. Il est aussi chargé de sens (signification), mais ce sens ne provient ni de l'objet-paysage en soi, ni du sujet-observant, mais d'une liaison irréductible entre ces deux composantes (Dartigues, 1972).

Nous pouvons certes décrire les éléments visuels du paysage : taux de couverture forestière, densité de fermes au mille carré, hauteur de falaise, dimension des champs, etc. Mais ces éléments n'ont aucun sens en soi. Ils n'ont de sens qu'à travers le filtre culturel, sensoriel et émotif de celui qui les perçoit. L'analogie avec le contenu d'une page littéraire est tentante ; on peut y analyser la fréquence des mots et leur ordonnance, la longueur des phrases ou des paragraphes, le rapport entre les voyelles et les consonnes. Mais cette dissection ne nous dira jamais pourquoi tel ou tel passage produit un effet marquant sur certains lecteurs et en laisse d'autres indifférents. Cette page a un sens ou plutôt plusieurs sens ; mais ceux-ci ne peuvent être révélés par l'analyse morphologique des mots ou des phrases ; ils proviennent de la liaison entre l'objet et le sujet-lecteur : la perception du lecteur. Il est entendu que cette liaison est changeante dans le temps et dans l'espace : chaque génération va en quelque sorte réinventer l'œuvre. Si le *Lac* de Lamartine signifiait tendresse, permanence ou romantisme à l'homme du XIXe siècle, il peut signifier

tranquillité, équilibre écologique ou pollution à celui du XXe. Il existe en somme une projection du moi individuel ou collectif dans l'œuvre littéraire.

Comme l'œuvre littéraire, le paysage est objet d'expérience ou de perception. Nous lisons et interprétons, chacun à notre façon, l'œuvre individuelle ou collective des générations successives qu'est le paysage. Nous y transposons nos angoisses ou nos espoirs, notre hiérarchie des valeurs et nos préjugés. Si bien que lorsque nous le racontons, ce n'est pas de lui dont nous parlons, mais de nous-même. Comme la maison (Bachelard, 1970, p. 77), un paysage quelconque est aussi « un état d'âme ».

Loin d'être un simple phénomène sensoriel, la perception est donc un processus complexe. Sans vouloir l'analyser dans ses dimensions les plus abstraites, le discours quotidien permet cependant d'en déterminer les principales composantes. Dans toute démarche d'appréhension de l'espace (ville, paysage naturel, etc.), l'esprit humain fonctionne selon un certain schéma dont les composantes majeures sont l'identification, la modélisation, la signification et l'affectivité. Bien que dans la réalité elles se présentent toujours ensemble, il est commode de les séparer pour des fins d'analyse.

Identification

Le terme d'identification, tel qu'utilisé ici, désigne le résultat d'une démarche sélective par laquelle l'esprit humain opère une sorte de filtrage parmi l'infinie diversité des stimuli qui proviennent de son environnement. Ces stimuli peuvent tout aussi bien originer des formes spatiales (morphologies naturelles ou artificielles) que des hommes et des valeurs véhiculées dans le milieu. Cette notion déborde donc celle utilisée par Kevin Lynch, dans son ouvrage *L'image de la cité* (1971), où le concept d'« identification » ne porte que sur l'image spatiale, c'est-à-dire sur la façon dont l'esprit humain structure l'espace qu'il perçoit.

Dû à un ensemble de facteurs héréditaires et culturels, la capacité de percevoir est réduite chez l'être humain ; il est à la fois prisonnier de ses sens et d'un certain conditionnement socio-culturel (Tuan, 1974). Dans l'optique de la présente recherche seules les variables d'ordre culturel seront considérées.

Modélisation

L'identification d'événements, d'objets ou de phénomènes est impossible sans référence à des modèles acquis ou forgés au cours de notre vie. Ils servent de cadre de référence par rapport auquel nous classons et interprétons l'univers touffu des éléments : ce sont des archétypes spatiaux ou socio-culturels. Une forêt, un lac ou une maison ne sont identifiés comme tels que lorsqu'ils se conforment, du moins jusqu'à un certain point, à un modèle simplifié du réel. Jean-Jacques Rousseau, dans *Émile* (Livre IV), illustre, mieux que tout autre, cette tendance à la modélisation de l'espace. Se substituant pour un moment à son élève, il évoque avec plaisir son rêve d'une vie qu'il pourrait mener à la campagne, s'il était riche :

« Je n'irais pas me bâtir une ville en campagne, et mettre au fond d'une province les Tuileries devant mon appartement. Sur le penchant de quelque agréable colline bien ombragée, j'aurais une petite maison rustique, une maison blanche avec des contrevents verts ; et quoique une couverture de chaume soit en toute saison la meilleure, je préférerais magnifiquement, non la triste ardoise, mais la tuile, parce qu'elle a l'air plus propre et plus gaie que le chaume, qu'on ne couvre pas autrement les maisons dans mon pays, et que cela me rappellerait un peu l'heureux temps de ma jeunesse. J'aurais pour cour une basse-cour, et pour écurie une étable avec des vaches pour avoir du laitage que j'aime beaucoup. J'aurais un potager pour jardin, et pour parc un joli verger semblable à celui dont il sera parlé ci-après . . . Là, je rassemblerais une société, plus choisie que nombreuse, d'amis aimant le plaisir et s'y connaissant, de femmes qui pussent sortir de leur fauteuil et se prêter aux jeux champêtres . . . »

Ces relations paradigmatiques connaissent une certaine stabilité ; leur changement est toujours source d'anxiété et d'angoisse. C'est là toute l'histoire de l'art qui est faite d'oppositions et de consensus provisoires sur la manière d'appréhender le réel ; et, c'est en cela que l'art est toujours une abstraction ; il ne reproduit pas le visible, il rend visible. Il en est ainsi de la modélisation de l'espace, qui ne vise pas tant à une reproduction fidèle du visible, mais à en abstraire les composantes significatives pour le rendre visible. En termes de préservation de l'environnement, il est crucial que nous parvenions à une reconnaissance même sommaire de ces modèles idéaux ; ils peuvent servir de cadre de référence par rapport auquel nous recomposons l'espace de demain. Les conflits dans la pratique de l'aménagement naissent le plus souvent de l'opposition entre des modèles différents, sinon opposés, de développement.

Signification

Au-delà de l'identification et de la modélisation du milieu, l'étude de la perception s'engage inexorablement dans le réseau de significations que l'homme installe sur les objets et qui est le reflet de son expérience (Claval, 1974). C'est sans doute, comme le signale Kevin Lynch, l'une des composantes de l'image collective les plus difficiles à cerner. L'image de l'Île-aux-Coudres se découpant dans le ciel peut signifier, pour certains, grandeur, beauté, tranquillité, permanence et, pour d'autres, isolement, traditionalisme, empiètement bourgeois ou capitaliste. Cette signification est changeante dans le temps. Ainsi, la forêt a pu signifier obstacle au peuplement dans les premiers temps de la colonie ; plus tard elle s'est convertie en réserve de matières premières ; aujourd'hui, elle est devenue source d'équilibre écologique. Cette évolution implique des changements dans la modélisation de l'espace : une forêt comme réserve de matières premières et une forêt comme source d'équilibre écologique peuvent fondamentalement s'opposer au point de vue modèle d'aménagement.

Il s'agit tout à la fois de signification matérielle et symbolique. Une maison signifie « habiter » ou « vivre » sur le plan matériel, mais elle peut aussi canoter le prestige, l'exotisme ou le goût de l'ostentation. Il se peut même que la fonction symbolique finisse par éliminer totalement la fonction originale de l'objet : un vieux moulin ou une ancienne grange transformés en théâtre ou en luxueux restaurant.

Affectivité

Dernière composante de l'image collective : l'affectivité liée aux paysages que nous pourrions appeler la fonctionnalité affective des espaces vécus. Au-delà de la fonctionnalité objective et pratique des différents éléments de l'espace, toute une partie de la réalité vécue, relevant plutôt de la psychosociologie, mérite d'être mise en lumière (Ekambi-Schmidt, 1972). Elle essaie de découvrir l'attachement ou l'enracinement de l'homme dans son milieu, son sentiment d'appartenance. Elle fait appel à la connaissance et à l'intuition des lieux : ce qui vous y attache ou vous en éloigne, ce qui fait de chaque endroit un point privilégié :

« Vous nous demandez de désigner une terre où nous aimerions vivre s'il nous fallait quitter celle où nous avons toujours vécu. Vous voyez ces tombes là-bas ? Ce sont celles de nos pères et de nos grands-pères. Vous voyez la montagne du Nid d'Aigle et celle du Terrier de Lapin ? Dieu les a faites et nous a placés ici. Nous avons toujours été ici. Aucun autre endroit ne nous intéresse... Nous avons toujours vécu ici. Nous préférons mourir ici. Comme l'ont fait nos pères. Nous ne pouvons les abandonner. Nos enfants sont nés ici comment pourrions-nous partir ? Vous nous donneriez la meilleure terre du monde, qu'elle ne serait pas meilleure que celle-ci... » Discours de Cécilio Blacktooth (McLuhan, 1974, p. 34).

Le message prend alors tout son sens ; ce n'est plus la froide analyse du « pourquoi » ou du « comment », c'est l'impulsion spontanée de l'être, c'est le triomphe de l'instinct sur la raison.

La description isolée de chacun des concepts ne doit pas masquer l'indissolubilité des liens qui les unissent dans la réalité. L'image d'un espace quelconque provient justement des interrelations qui se tissent entre ces diverses composantes. Dans un premier temps, cette image constitue un message qu'il faut déchiffrer ou *identifier* selon un certain code ou *modèle*. Mais la valeur même du message provient de la *signification* et de l'intérêt (*affectivité*) qu'il a pour le récepteur. Ces diverses phases du scénario perceptuel sont illustrées dans le schéma supérieur de la figure 1.

STRATÉGIE D'ENQUÊTE

La discussion précédente permet l'élaboration d'une stratégie générale de recherche où les composantes de l'image sont mises en relation avec celles du paysage : les *formes* (morphologies), les *habitants* et les *valeurs* véhiculées dans le milieu. Une combinaison systématique entre ces diverses composantes révèle douze thèmes d'enquêtes possibles et nécessaires à une analyse perceptuelle exhaustive du milieu (schéma central de la figure 1). Tout en gardant à l'esprit que les divers éléments de cette grille sont mutuellement interreliés, on peut privilégier une approche thématique simple : identification de l'espace, identification du peuplement, identification des idées, etc. On peut aussi, par rotation successive, entreprendre une analyse plus complexe, en combinant l'un ou l'autre de ces thèmes à chacun des onze autres : espace et peuplement, espace et idéologie, espace et aménagement, etc. En éliminant les liaisons redondantes, l'on détecte l'existence de soixante-six combinaisons de ce genre (schéma inférieur de la figure 1). Cette nouvelle association de concepts clés dicte le contenu même d'un questionnaire d'enquête ou d'une grille d'analyse de contenu. Ainsi, le

couple *espace-peuplement* suggère la question suivante : *Quels furent les lieux d'implantation choisis par les premiers occupants de la région ?* La relation *espace-idée* propose une interrogation du genre : *Par quoi définissez-vous votre région ? qu'est-ce qui la caractérise et la différencie des autres ?*

Les deux grilles précédentes ne sont pas mutuellement exclusives. Elles sont utilisables indépendamment ou conjointement selon les objectifs de recherche poursuivis. Dans le cadre de la présente recherche, où la méthode à préséance sur la profusion des données empiriques, l'enquête a été élaborée à partir des items contenus dans la première grille (schéma central de la figure 1). Et encore, celle-ci, compte tenu de son caractère quelque peu cartésien, a plus servi de guide général que de support systématique à l'enquête. Les questions telles que formulées visaient à susciter et à orienter sommairement le discours, mais non à le restreindre ou à le canaliser afin d'obtenir les réponses désirées. Nous demandions essentiellement aux personnes interrogées de nous parler de leur milieu de vie : de ses ressources et de leur évolution dans le temps, des groupes humains et de leurs caractéristiques, des rapports entre ces groupes, des lieux présentant un intérêt particulier, de leur attachement au terroir. Nous avons ainsi interrogé, sous forme d'enquêtes individuelles et collectives, près de cent cinquante personnes. Chacune des interviews, d'une durée variant entre deux et quatre heures, était enregistrée sur bandes magnétiques. Transcrits et photocopiés, les résultats étaient ensuite classés par thèmes majeurs. À partir de ces thèmes, souvent entremêlés dans le discours, nous avons pu dégager, par analyse de contenu, certains profils de réponses.

Le choix du territoire d'expertise, la région de Charlevoix, s'imposait par la nature même d'une entente intervenue entre le ministère des Affaires culturelles et le département de Géographie de l'université Laval. Ce choix, fondé au départ sur une évaluation quelque peu impressionniste du milieu, s'est révélé fort judicieux ; c'est une région pleine de contrastes, tant au niveau des formes naturelles et anthropiques qu'à celui du mode de vie de la population. S'y coudoient, parfois presque avec violence, d'étroites vallées aux flancs abrupts et de sombres plateaux hérissés ça et là de bourrelets montagneux, des modes de subsistance sortis tout chauds d'une époque artisanale pas très lointaine et d'autres qui anticipent sur la société de demain, un pouvoir incomparable d'investissement culturel auprès de la population et un exil soutenu et vorace des jeunes. Nous avons là une société en rupture, subjuguée par un passé parfois sublimé et confondue par un devenir de plus en plus problématique. Ce climat est exacerbé par un certain complexe de l'échec ; à côté des initiatives qui ont réussi et perduré, la liste est longue de celles qui ont avorté après avoir suscité de téméraires espoirs : les mines de fer de Saint-Urbain, l'aventure touristique de Pointe-au-Pic, le moulin à papier de Baie-Saint-Paul, l'activité de transbordement sur les différents quais, l'hôtellerie et la restauration à Saint-Urbain (entrée du parc des Laurentides), la pêche aux marsouins, la multitude de moulins à scie, l'élevage du renard, l'agriculture dans son ensemble, etc ...

En ce sens, Charlevoix est un pays marqué qui fait dire à plusieurs de ses occupants : « Ici, rien ne peut réussir ; l'on a peur de ce qui sort des habitudes ... ». Ce climat fataliste n'est pas de nature à susciter des initiatives nouvelles. On s'en remet facilement à l'État qui est perçu comme

le dépositaire des solutions miracles : « Le gouvernement devrait faire quelque chose . . . ».

C'est dans ce contexte empreint de pessimisme, mais aussi d'espoir, que nous allons essayer de discerner les valeurs propres à susciter une relation plus étroite de l'homme avec son milieu. Ce devrait être là, croyons-nous, l'objectif premier de tout programme d'aménagement : une harmonisation des rapports de l'homme avec son milieu.

ÉVOLUTION DU PROJET COLLECTIF DE CHARLEVOIX

Comme il a déjà été dit, l'objectif ultime de cette recherche est de contribuer à l'élaboration d'une méthodologie d'inventaire des aires de plus grande intensité, ou de plus grande authenticité culturelle. En se fondant sur le principe énoncé plus haut, soit celui de la nécessaire identité entre « l'habité » et « l'habitant », nous en arrivons à assimiler l'aire culturelle à une sorte de « projet collectif » qui, tout en se réinventant, n'en demeure pas moins fidèle à lui-même. Il constitue une sorte de bilan continu du rapport homme-milieu ; il porte sur l'identification des ressources, sur le genre de vie ainsi que sur le rôle des différents acteurs. L'aménagement, actuel ou projeté, peut être conçu comme le résultat tangible de ce projet collectif.

Quelle est donc la nature du projet collectif de Charlevoix ? Comment a-t-il évolué dans le temps ? Quel est son sens dans le développement culturel de cette région ? La partie de l'enquête dont nous traiterons ici des résultats, avait précisément comme but de chercher réponse à ces questions.

La première question figurant dans cette enquête tentait d'établir les motifs ayant amené les premiers habitants à s'établir dans la région de Charlevoix : *D'après vous, pourquoi les premiers habitants sont-ils venus s'établir ici, que recherchaient-ils ?* L'intention était d'identifier les composantes originelles du milieu à travers la perception, si vulnérable et si embryonnaire soit-elle, de la population actuelle. À l'aide de la question suivante, portant sur l'appréhension actuelle du milieu, nous voulions apprécier le degré de permanence du projet collectif initial : *Aujourd'hui, les gens de la région ont-ils la même conscience de leur rôle dans le milieu ? De quoi vivent-ils ? À quoi aiment-ils travailler ?*

Notre but n'était pas de composer ou de recomposer l'histoire de la région, mais de saisir, par la provocation d'un certain déphasage, les inadaptations présentes du milieu. En effet, l'hypothèse sous-jacente à la première question était que la population a naturellement tendance à transposer, dans un passé plus ou moins lointain, ses aspirations actuelles. La deuxième question suscitait, comme on pouvait s'y attendre, des réactions souvent négatives, du genre : « les gens d'ici vivent de l'assurance-chômage », ou encore « y'a pas de gagne-pain, les jeunes vont travailler à l'extérieur ».

La nature même des réponses à ces deux premières questions a permis de diviser en trois phases le projet collectif charlevoisien : la phase ancienne, la phase intermédiaire et la phase actuelle. Les propos sur l'ancien

ou sur l'actuel amenaient presque automatiquement des commentaires sur une époque pas très lointaine (phase intermédiaire) que l'on a connue et vécue ; c'est le fameux « dans mon temps... », aux accents nostalgiques.

L'analyse des réponses fut effectuée en dégagant les thèmes majeurs (activités liées au défrichement et à l'agriculture, à la forêt, à la mer, aux mines, etc.) et les sous-thèmes, lorsqu'il y avait lieu (mer : site, navigation, pêche, travail sur les quais, etc.), en tenant compte simultanément des trois phases du projet collectif (tableau 1). Plusieurs sous-thèmes n'apparaissent donc qu'à la phase actuelle, d'autres n'interviennent qu'à la phase ancienne ou intermédiaire. Au total, on compte neuf thèmes majeurs, vingt-huit sous-thèmes dont l'un est lui-même divisé en cinq éléments. Cette catégorisation du discours représente un compromis entre le trop général et le trop spécifique.

Nous nous permettons ici une brève digression sur la compilation et la signification des données apparaissant au tableau 1 et à la figure 2. Le dépouillement des réponses aux deux questions précitées s'est fait en essayant de retenir le plus fidèlement possible l'idée explicite de chacun des répondants sur un thème ou un sous-thème donné. Ainsi, le « 90% » inscrit au sous-thème « agriculture de subsistance » et à la colonne « phase ancienne » signifie que 90 pour cent des 46 répondants ont émis l'idée que les premiers occupants de la région avaient comme projet initial d'assurer leur subsistance et celle de leur famille en pratiquant l'agriculture. Toujours au sous-thème de la « subsistance », on remarque que « 37% » et « 20% » des 46 répondants caractérisent de la même façon les pratiques agricoles des phases intermédiaire et actuelle (agriculture d'appoint). Chacune des données de cette partie du tableau a donc comme base l'ensemble des 46 répondants potentiels.

Même si ces données non standardisées expriment bien le poids relatif des opinions, elles rendent impossible le cumul des fréquences et les comparaisons entre les différents thèmes d'analyse à l'intérieur d'une même phase et entre les différentes phases. C'est pourquoi, afin de rendre comparables les trois phases du projet collectif, il a semblé pertinent de standardiser les données de chacune des colonnes en les ramenant à une base de 100. Ainsi, par rapport à l'ensemble des fréquences portant sur la « phase ancienne » (100%), le poids de l'agriculture de subsistance représente « 31,9% ». C'est précisément à partir de cette méthode de standardisation des fréquences que la figure 2 a été dessinée. On obtient ainsi un graphique à profil scalaire qui montre bien la discontinuité temporelle du projet collectif charlevoisien. Les motifs qui ont incité les premiers habitants à prendre racine dans Charlevoix semblent minés par le temps. Par contre, certaines solutions de rechange existent, mais celles-ci ont un caractère relativement étriqué et incertain. Nous allons illustrer ces deux grandes tendances en passant en revue les thèmes majeurs de l'analyse.

L'agriculture : une forme fragile d'utilisation de l'espace

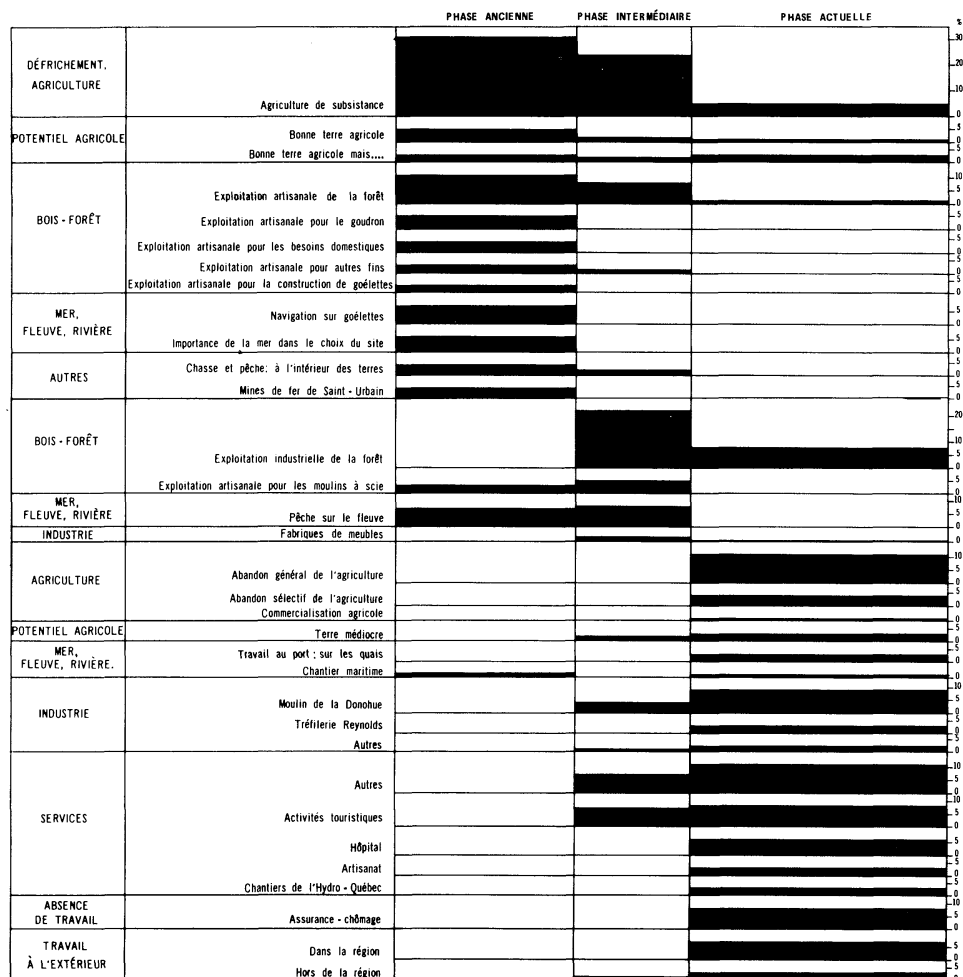
Le défrichement en vue de faire de l'agriculture et d'assurer ainsi sa subsistance est perçu comme un élément très puissant d'attraction dans le passé lointain : 90 pour cent des enquêtés en font mention. Ce type d'agri-

Tableau 1
Évolution dans le temps du projet collectif

Catégories d'analyse		Pourcentage des mentions			Pourcentage standardisé		
		Phase ancienne	Phase inter- médiaire	Phase actuelle	Phase ancienne	Phase inter- médiaire	Phase actuelle
Défrichement, agri- culture	agriculture de subsistance	90%	37%	20%	31,9%	20,4%	5,0%
	commercialisation agricole	—	—	4%	—	—	1,0%
	abandon général de l'agriculture	—	—	43%	—	—	10,8%
	abandon sélectif de l'agriculture	—	—	17%	—	—	4,3%
Potentiel agricole	bonne terre agricole	13%	4%	2%	4,6%	2,2%	0,5%
	bonne terre agricole, mais . . .	9%	—	2%	3,1%	—	0,5%
	terre médiocre	2%	4%	11%	0,7%	2,2%	2,7%
Bois-forêt	exploitation artisanale de la forêt	30%	15%	2%	10,6%	8,2%	0,5%
	“ “ pour les besoins domestiques	11%	—	—	3,9%	—	—
	“ “ pour le goudron	13%	—	—	4,6%	—	—
	“ “ pour les moulins à scie	9%	9%	—	3,1%	4,9%	—
	“ “ pour la construction de goélettes	8%	—	—	2,8%	—	—
	“ “ pour les autres fins	9%	2%	—	3,1%	1,1%	—
	exploitation industrielle de la forêt	—	39%	30%	—	21,5%	7,5%
Mer, fleuve, rivière	importance de la mer dans le choix du site	17%	—	—	6,0%	—	—
	navigation sur goélettes	20%	11%	4%	7,0%	6,0%	1,0%
	pêche sur le fleuve	20%	15%	—	7,0%	8,2%	—
	chantier maritime	2%	—	4%	0,7%	—	1,0%
	travail au port : sur les quais	—	—	11%	—	—	2,7%
Autres	chasse et pêche : à l'intérieur des terres	11%	4%	—	3,9%	2,2%	—
	mines de fer de Saint-Urbain	11%	—	—	3,9%	—	—
Industrie	moulin de la Donohue	—	7%	35%	—	3,8%	8,8%
	tréfilerie Reynolds	—	—	11%	—	—	2,7%
	fabriques de meubles	—	2%	2%	—	1,1%	0,5%
	autres	—	2%	7%	—	1,1%	1,7%
Services	activités touristiques	7%	13%	30%	2,4%	7,1%	7,5%
	hôpital	—	—	24%	—	—	6,0%
	artisanat	—	—	13%	—	—	3,2%
	chantiers de l'hydro-Québec	—	—	11%	—	—	2,7%
	autres	—	15%	42%	—	8,2%	10,6%
Travail à l'extérieur	dans la région	—	2%	26%	—	1,1%	6,5%
	hors de la région	—	—	13%	—	—	3,2%
Absence de travail	assurance-chômage	—	—	31%	—	—	7,8%
		100,0%			100,0%		

Figure 2

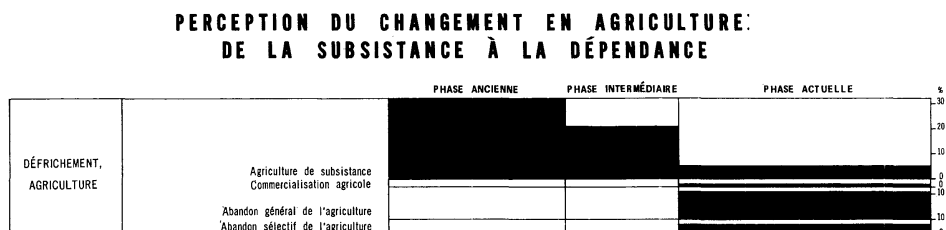
AGENCEMENT SCALAIRE DU PROJET COLLECTIF



culture plus ou moins de subsistance se prolonge d'ailleurs jusqu'à nos jours, en perdant de son importance relative, puisque seulement 20 pour cent des sujets y font référence. Cette perte d'intérêt pour l'agriculture est corroborée par le nombre de répondants qui parlent de l'abandon général (43%) ou sélectif (17%) des fermes. Perte d'intérêt, disons-nous, mais nous n'en sommes pas si sûrs ; le fait qu'autant d'interviewés y font référence est peut-être le signe d'une inquiétude profonde.

Lorsque les fréquences sont standardisées, afin de les rendre comparables d'une phase à l'autre, on prend vite conscience des mutations profondes qui affectent le secteur agricole (figure 3). De la phase ancienne à l'actuelle, l'agriculture de subsistance ne s'est pas convertie en agriculture industrielle et commerciale, elle s'est tout simplement effondrée. Cette situation génère inquiétude et frustration : dépendance accrue vis-à-vis

Figure 3



de l'extérieur, condamnation du modernisme qui entraîne cet état de fait, indignation devant la dégradation du patrimoine rural.

L'appréciation du potentiel agricole semble aussi énigmatique : dans le passé, la terre, en dépit de certaines restrictions exprimées par quelques-uns, est jugée bonne pour l'agriculture (13% et 9%) ; dans le présent, ceux qui y font référence, la jugent médiocre (11%). Le fait qu'il n'y ait pas (ou peu) de commentaires sur les problèmes de l'agriculture dans le passé n'est pas nécessairement lié à l'absence de problèmes, mais à l'absence de facteurs mettant en relief la marginalité agricole de Charlevoix. La concurrence découlant de l'élargissement du marché, la mécanisation et la motorisation accélérées de la production, les politiques gouvernementales d'aide aux agriculteurs ont contribué à l'affaiblissement de l'agriculture charlevoisienne et, du même coup, ont fait ressortir les facteurs limitatifs du milieu. Cette relation entre l'importance de l'agriculture à différentes phases et la qualité du milieu peut être exprimée sous la forme d'un graphique (figure 4).

Si les données de ce graphique sont fictives, elles n'en constituent pas moins un modèle qui illustre une vision et un comportement collectifs vis-à-vis du phénomène agricole. À la diminution de l'importance de l'agriculture en tant qu'activité est liée une amplification des problèmes perçus qui conduisent à l'abandon et à la marginalisation du milieu :

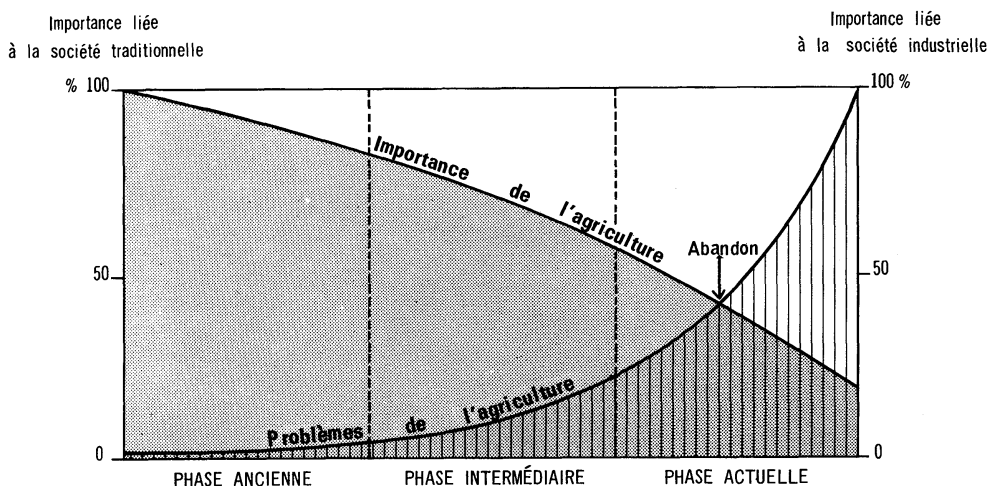
« Aujourd'hui, avec nos analyses de rentabilité, on se rend compte qu'ils (les anciens) se sont trompés. Il s'agit de travailler sur la rive sud... Quand on regarde ces montagnes-là, icitte, ben on se dit « Ça se peut pas qu'il y ait des agriculteurs icitte ! » (Enquête de Baie-Saint-Paul) ² ».

La forêt : de la polyvalence artisanale à la spécialisation industrielle

Dans le passé, le travail en forêt répondait à une nécessité aux multiples facettes : besoins domestiques (11%), exploitation du goudron (13%), alimentation des petits moulins à scie disséminés un peu partout sur le territoire (9%), construction des goélettes (8%), etc. Ce travail avait un caractère essentiellement artisanal (30%) ; l'outillage de l'époque ne permettait pas une très grande rationalisation dans la production. Charlevoix connaissait alors certaines activités originales ; l'utilisation des grands pins rouges pour produire du goudron ou construire des goélettes en est un bel

Figure 4

IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE ET QUALITÉ DU MILIEU



exemple. Pour certains enquêtés, le véritable motif de l'emprise colonisatrice initiale reposait sur les ressources forestières, l'agriculture n'étant qu'une fonction dérivée :

«Ça s'est ouvert ici (Saint-Urbain) pas bien longtemps après Baie-Saint-Paul. Le but, c'était le goudron. Le fond de ces vallées-là était tout boisé en pins et en cèdres... Les colons français arrivés à Baie-Saint-Paul avaient une manière de faire du goudron avec le pin rouge. Ils se bâtissaient des fours pour faire consumer ça, pour en extraire une huile qui faisait le goudron. Puis, ils expédiaient ça en France. Après ça, plus tard, on s'est servi de ce bois-là pour faire des goélettes. C'est une très belle vallée pour ça : de pins rouges. Y reste pu beaucoup de pins rouges aujourd'hui... La première ressource icitte c'était le bois...» (Enquêté de Saint-Urbain).

L'activité forestière s'est fondamentalement transformée depuis le début du 20^e siècle. De polyvalente qu'elle était, elle s'est spécialisée ; elle s'est assujettie à la grande industrie qui en définit les modalités d'exploitation. La cessation d'activités dans le moulin à papier de la Donohue, à Clermont, entraînerait la fermeture de plusieurs chantiers, eux-mêmes

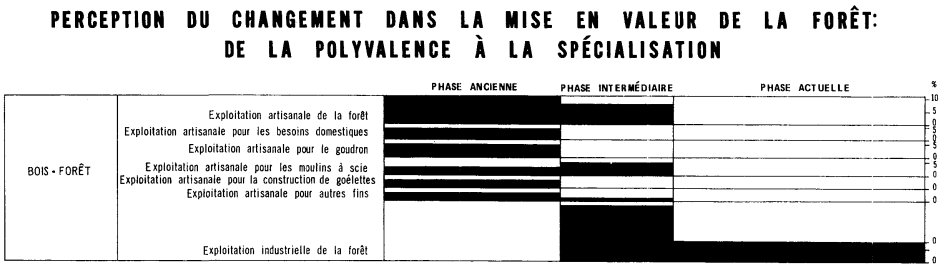
contrôlés par la même compagnie. La population ressent très bien cette domination :

« Il y a la forêt où travaille une partie assez importante de la population . . . Si la Donohue devait cesser, ça l'aurait un moyen impact économique sur la région » (Enquêté de La Malbaie).

« La compagnie Donohue dans l'est du comté est notre cheville ouvrière. Au point de vue industriel, enlever la compagnie Donohue, pi l'est du comté de Charlevoix meurt systématiquement. On peut pas survivre » (Autre enquêté de La Malbaie).

Un schéma, construit à partir des données standardisées, illustre l'évolution dans le temps de la mise en valeur de la forêt (figure 5). Tandis que

Figure 5



l'importance de l'activité agricole est perçue comme un phénomène du passé, celle de l'activité forestière tient à la fois du passé et du présent. Certes, il y a eu mutation dans les pratiques de mise en valeur, mais il y a permanence du système lui-même. La forêt est là, elle continue d'être exploitée, elle est l'objet de considération collective. Ceci prend une signification spéciale dans l'application d'une loi du patrimoine qui veut s'inscrire dans la réalité du milieu.

Le fleuve : un espace vu et vécu

Tous comme la forêt, le fleuve a joué un rôle de premier plan dans la mise en valeur originelle de l'espace charlevoisien. Pour certains (17%) le fleuve ou l'embouchure des rivières commandaient l'implantation même du site : « C'est assez dur de vous dire pourquoi les premiers habitants sont venus s'établir ici. Je pense d'abord que c'était le site, le fleuve . . . » (Enquêté des Éboulements). Par la suite, la navigation se développe, les gens se construisent des goélettes : « Le fleuve, toute la côte, est devenu une priorité » (Enquêté de La Malbaie). Le fleuve offre aussi ses ressources en pêche, et ce dernier aspect semble avoir trouvé réponse favorable dans

la conscience des premiers occupants (20%) : « D'abord y'ont commencé par défricher ; pi ensuite, ils vivaient du poisson, sur le bord du fleuve. Les pêches à poisson, y'a 47 ans, quand je suis arrivée icitte, y'en avaient tout au long, tout au long du fleuve... » (Enquêté des Éboulements).

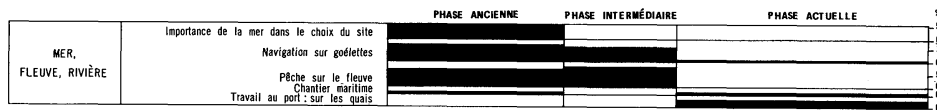
Dans le présent le choix du site est un acquis ; c'est pourquoi personne ne le remet en question, sauf en terme de rejet des autres milieux. C'est ainsi que certains habitants de la côte diront qu'ils n'auraient pu s'habituer à vivre à l'intérieur des terres : ne jouissant pas de l'effet modérateur du fleuve, le climat, prétend-on, y est plus rigoureux. À l'inverse, ceux de l'intérieur allèguent que le climat côtier est beaucoup plus difficile à supporter : venteux et neigeux. Ce sont là des affirmations qui, objectivement, ne prouvent rien sur la qualité intrinsèque de ces milieux, mais qui sont très révélateurs de l'importance de l'expérience vécue ou de l'habitude dans l'évaluation d'un milieu de vie.

Le travail en mer, sur goélettes ou navires, même s'il a perdu de son importance relative (seulement 4% des informateurs en font mention), n'en constitue pas moins un trait marquant de l'originalité de Charlevoix. Certains milieux, comme l'Île-aux-Coudres, Petite-Rivière-Saint-François, Saint-Joseph-de-la-Rive, etc. se sont créés une réputation enviable dans ce domaine. Si nous ajoutons à ceci, le travail dans de petits chantiers maritimes (4%) et sur les quais (11%), nous constatons que pour un bon nombre d'informateurs, la côte de Charlevoix est encore identifiée à ses activités maritimes. Il est évident que la totalité de ces informateurs sont des habitants de la côte, ce qui donne plus de poids à leur représentativité. D'ailleurs, il est très rare en ce pays, de rencontrer une famille dont au moins un membre n'a pas été, à une phase ou l'autre de sa vie, lié à une activité maritime quelconque.

On peut illustrer, sous forme de graphique, la relation homme-mer dans Charlevoix (figure 6). Si l'on tient compte du fait que, contrairement

Figure 6

**PERCEPTION DU CHANGEMENT DANS LES ACTIVITÉS MARITIMES:
PERMANENCE DU SYSTÈME**



à la plupart des autres activités, l'activité maritime est essentiellement perçue au niveau de la population côtière, la mer tient encore une place importante dans la conscience collective de Charlevoix :

« Ce qui différencie la population de l'Île (l'Île-aux-Coudres), nous confie un interlocuteur, c'est surtout son mode de vie... Nous autres, un marin, vous allez dans n'importe quelle place et vous allez être différencié d'un gars qui travaille sur la terre ferme... Moi, je suis sur les bateaux depuis l'âge de onze ans et j'en ai quarante-et-un. À partir de la tête des Grands Lacs, jusqu'aussi loin qu'on peut aller virer dans le Nord canadien, j'ai tout fait ça, place par place. J'ai navigué avec mon beau-père pendant deux ans... Actuellement, je suis à l'Île, mais y'm

pogne des envies de repartir des fois... Quand tu viens au monde entouré d'eau, et pi que tu passes la moitié de ta vie dans l'eau, tu ne peux pas oublier ça comme ça... Y'a deux chantiers maritimes (dans l'île); y'en a un qui fait des voiliers et l'autre qui répare des bateaux ou qui en construit quand y'en a à construire... En plus de ça, y'en a qui vont travailler comme débardeurs à Montréal, ou sur le bord de l'eau... Y'en a cependant moins qu'avant; depuis que ç'a changé la réglementation au port de Montréal y'en a ben qui ont lâché la job. Et puis, y'a les navigateurs. Y'a été un temps que des navigateurs y'en avait pas mal à l'île. Là, y reste encore autant de navigateurs, mais y'en reste moins qui sont propriétaires de leur bateau à eux-mêmes...» (Enquête de l'Île-aux-Coudres).

Voilà qui résume assez bien les nouvelles relations du Charlevoisien insulaire ou côtier avec la mer. Ici, comme dans le cas de la forêt, il y a changement dans le processus de mise en valeur, mais il y a permanence du système lui-même.

Chasse et pêche

Il est certes raisonnable de penser que les premiers habitants de Charlevoix ont su tirer profit de la forêt giboyeuse et des lacs et rivières poissonneux. Mais cette ressource ne semble avoir aucune résonance particulière dans le présent. C'est pourquoi l'on ne s'attardera pas à en analyser la teneur.

Mines

Découvertes sous l'intendance de Talon (1665-72), les mines de fer de Baie-Saint-Paul (Saint-Urbain) ont suscité, tout au cours de l'histoire de Charlevoix, les rêves et les espoirs les plus délirants. Continuellement déçus, ces rêves ont fait place à un scepticisme frondeur :

« Les premiers venus, je croirais qu'ils sont venus ici (Saint-Urbain) justement à propos de la découverte des mines par Jean Talon; parce que le premier canton ouvert, c'est le rang Saint-Jérôme, pi c'est là que sont les mines de fer qui ont été découvertes en 1700 (sic). Sont venus ici pour les mines... Dans le bas de la paroisse (le village de Saint-Urbain), les premières maisons qui ont été bâties, y'ont été bâties à deux étages, sept ou huit chambres au deuxième étage, pour faire des chambres toujours en prévision de la mine qui devait s'ouvrir... Y'avait trouvé du fer, mais ça coûtait trop cher pour l'exploiter. Y'avait jusqu'à une rail de chemin de fer qui se rendait là... Sept ou huit fois, par après, on a toujours essayé de la faire marcher. Ça toujours été un espoir. Y'a une dame qui me disait. « Dire qu'à 80 ans, je vas mourir sans avoir vu ma maison en hôtel pour prendre les chambreurs qui travailleraient à la mine ». Oui, la mine c'est un espoir déçu... » (Enquête de Saint-Urbain).

Les trous béants pratiqués, à diverses époques, dans le substrat rocheux du rang Saint-Jérôme continueront peut-être de hanter l'esprit de certains citoyens. Mais personne ne croit véritablement à la réouverture de ces mines dont les cavités resteront la cicatrice durable d'une illusion évanouie.

Industrie et services

Ici, nous entrons d'emblée dans la partie la plus ambivalente du projet collectif. C'est le Charlevoix qui n'a de racines que dans un présent plus ou moins récent. En effet, aucune des activités énumérées ici, sauf apparemment le tourisme, ne trouve son origine au-delà du début du siècle. Dans le domaine industriel, l'essentiel se résume à deux entreprises : le

moulin à papier de la Donohue (35%) et la tréfilerie Reynolds (11%), toutes deux situées à Clermont. L'une, prolongement naturel de l'exploitation forestière dans la région, définit un complexe intégré de mise en valeur et concourt à une certaine identification sociale ; le travail dans les chantiers ou au moulin se transmet le plus souvent de père en fils : « Des pères de famille, avec deux ou trois garçons, partent chaque matin (de Saint-Urbain) pour aller bûcher dans le bois. Ça représente près d'une centaine de personnes dans la paroisse » (Enquête de Saint-Urbain). L'autre, la tréfilerie Reynolds, est un élément beaucoup plus récent du paysage industriel ; elle est le fruit de décisions politiques supra-régionales et ne contribue en rien à l'identification collective du milieu.

Le secteur des services est sans doute celui qui, actuellement, contribue le plus à l'identité de l'image socio-économique de Charlevoix. C'est d'abord le tourisme avec 30 pour cent de mentions, le service hospitalier (24%), l'artisanat lié pour sûr à l'activité touristique (13%), le travail dans les chantiers de l'Hydro-Québec (monteurs de lignes, vérificateurs de tours, etc.) avec 11 pour cent et, enfin, les services généraux aussi bien les commis de magasins, les employés de la voirie, les chauffeurs de taxi que les enseignants et les fonctionnaires (42%). Au total, l'ensemble des mentions au chapitre des services double de loin celui du secteur industriel.

L'activité touristique, à plus forte raison si on lui greffe le domaine de l'artisanat, est perçue comme l'élément individuel le plus fort de la trame économique de Charlevoix. Cette activité est aussi la seule qui, au dire de certains, plonge ses racines dans un passé relativement lointain. N'allègue-t-on pas, en effet, que des amis de certains officiers de l'armée anglaise établis à La Malbaie venaient, peu après 1760, pêcher le saumon, durant les mois d'été, dans les eaux de la rivière. Dans certaines localités de la région, en particulier à l'Île-aux-Coudres et à Pointe-au-Pic, le tourisme est souvent considéré comme l'élément essentiel et presque exclusif du développement :

« Moi, ce que j'entrevois, c'est rien que sur une chose : c'est la vocation touristique de l'Île. C'est là-dessus que les gens peuvent compter. Même à l'heure actuelle, prenez tous ceux qui travaillent dans les hôtels, dans l'artisanat... ; pi, si on a un plus gros bateau actuellement, c'est parce qu'il vient plus de visiteurs » (Enquête de l'Île-aux-Coudres).

« On semble avoir trouvé quand-même la vocation de Charlevoix qui sera nécessairement une vocation touristique. On mise énormément sur le tourisme. Avec le développement du mont Saint-François, ça amènera certainement des touristes neuf mois par année, au lieu d'en avoir deux mois comme actuellement » (Enquête de Baie-Saint-Paul).

Mais nous entrons là dans le domaine de la projection à plus ou moins long terme, dans ce que sera le Charlevoix de demain. Nul doute cependant que la soi-disante vocation touristique de cette région n'est pas sans fondement. Il y a eu certes changement au niveau des clientèles et des modes d'accueil, mais le système lui-même fait preuve d'une certaine stabilité.

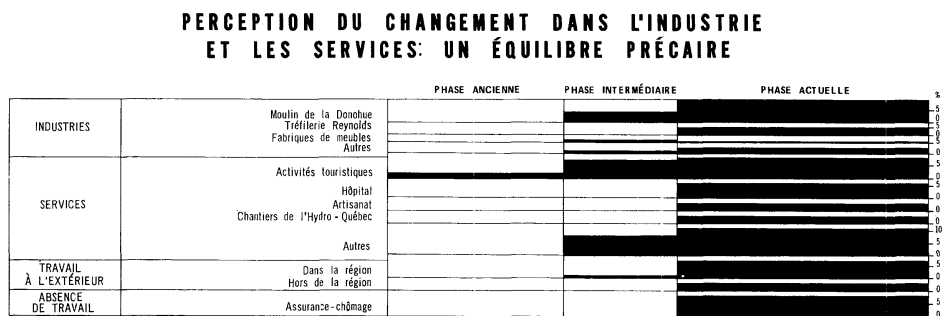
L'ensemble des autres activités de service ne présentent guère d'intérêt en dehors du fait qu'elles répondent aux besoins du moment et qu'elles sont génératrices d'emplois. Ainsi, au point de vue emploi, l'hôpital de Baie-Saint-Paul semble jouer un rôle tout à fait comparable, dans la partie

ouest de Charlevoix, à celui joué par le moulin de la Donohue dans l'est du comté : « L'hôpital de Baie-Saint-Paul, c'est la meilleure usine pour le monde d'icitte » (Enquête de Saint-Hilarion). Cette situation révèle la position étiquée et précaire de l'infrastructure économique nouvelle du comté.

Face à cette conjoncture peu favorable, l'alternative est la suivante : le travail à l'extérieur ou le chômage plus ou moins chronique. Près de la moitié des sujets interviewés parlent, avec tristesse, du déracinement forcé de cette population qui doit trouver son gagne-pain à l'extérieur de la paroisse (26%) ou à l'extérieur de la région (13%). La menace du chômage ou du bien-être social prend aussi des proportions inquiétantes puisque 31 pour cent des enquêtés y font référence. Cette appréhension est bien fondée puisque Charlevoix est l'un des comtés les plus durement atteints de la province.

La figure 7 dresse, à partir des résultats de l'enquête, le profil de cette partie du projet collectif qui s'ébauche depuis le début du siècle. On note une

Figure 7



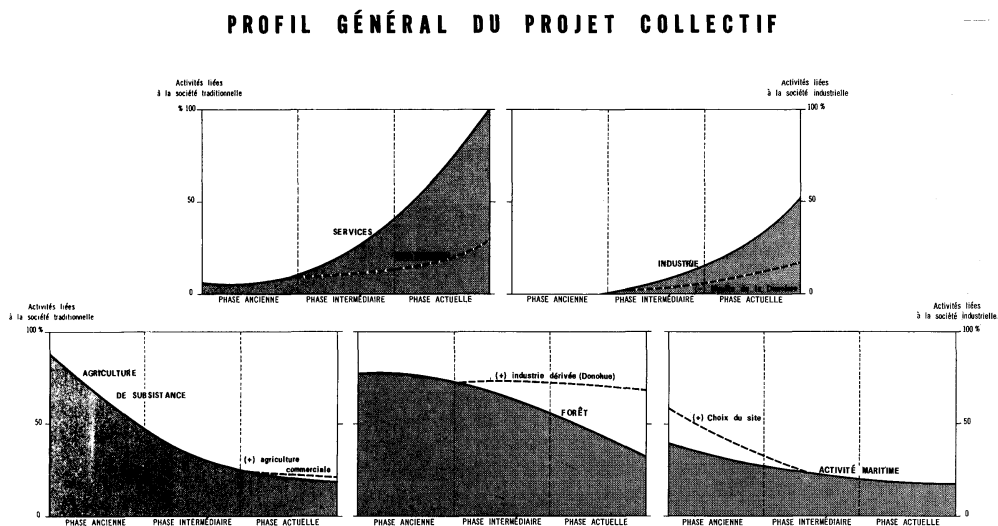
disproportion flagrante entre le secteur des services excessivement gonflé et celui de l'industrie tragiquement anémique. Une société aussi mal structurée ne peut engendrer que chômage et exode de main-d'œuvre. Un enquêteur de La Malbaie brosse un tableau sombre mais réel de cette situation :

« Là, y'a un nouveau plan régional pour Charlevoix, qui vient d'être dévoilé par le ministre Mailloux : la Mission d'aménagement. Ils ont fait apparemment une étude très sérieuse du coin. Seulement que moi, j'ai toujours eu l'impression que Charlevoix était pas appelé à un essor considérable, était pas appelé à monter en flèche. On est plutôt appelé à rester stationnaire. C'est ce qui faisait dire à François-Albert Angers, l'économiste, qui incidemment est venu au monde à La Malbaie, que La Malbaie était un monstre, elle aurait dû rester à 2000 âmes. Si elle en avait 6000, c'était anormal. Quand vous regardez de quoi vivent les gens de la région, vous vous apercevez qu'il avait partiellement raison. Quand on est obligé d'aller gagner sa vie à l'extérieur, c'est un mauvais signe pour la place... » (Enquête de La Malbaie).

PROFIL RÉSIDUEL DU PROJET COLLECTIF INITIAL

Quelle est la nature du projet collectif de Charlevoix et comment celui-ci a-t-il évolué dans le temps ? Telle était la question de départ. À

Figure 8



travers les différentes phases de mise en valeur de cette région, nous avons essayé de faire ressortir des caractères généraux et le degré de permanence de ce projet. Des ruptures mais aussi certaines constantes sont apparues et nous tenterons ici d'en faire la synthèse afin de dégager quelques principes d'action aménagiste. La figure 8 illustre le profil résultant du regroupement des divers éléments d'analyse.

Pour mieux tenir compte de la complexité des divers champs d'activités, nous avons additionné ou soustrait, selon le cas, certains types d'activités dérivées. Ainsi, le profil général de l'activité forestière prend la forme d'un trait continu régressant vers la droite ; mais si l'on additionne à cette activité (en tireté) le profil d'une industrie dérivée, comme le moulin à papier de la Donohue, le nouveau profil prend une allure bien différente.

Certains champs d'activités connaissent une chute sévère, sinon un effacement total, dans le temps : la chasse et la pêche, les mines (n'apparaissent pas dans le schéma) et l'agriculture. L'on peut facilement négliger les deux premières qui n'ont jamais eu qu'une importance très relative dans l'espace et dans le temps. Reste l'agriculture qui, d'omniprésente qu'elle était dans le passé, devient presque une quantité négligeable dans le présent. Essentiellement, cette agriculture est demeurée une activité complémentaire

et n'a pas franchi le stade artisanal. Même à Saint-Urbain, que l'on pourrait instinctivement définir comme un milieu possédant une certaine vocation agricole, les commentaires de ce genre sont de nature à nous désillusionner :

« L'agriculture ici, à Saint-Urbain, ç'a déjà été rentable peut-être parce que les gens se contentaient du peu qu'ils avaient ; maintenant chaque cultivateur n'a pas assez grand pour dire que ce soit viable. Y'a à peu près deux cultivateurs à Saint-Urbain qui vivent de leur ferme, qui vont pas du tout ailleurs... Y'en a beaucoup de cultivateurs, mais sont pas capables de vivre de ça, faut qu'ils aillent en-dehors... » (Enquête de Saint-Urbain).

Une politique d'aménagement qui se veut le reflet de la conscience collective du milieu doit tenir compte de cet état de fait. Il existe certes, dans Charlevoix, des bâtiments de ferme admirables dans leur inadaptation aux conditions nouvelles et qui méritent une protection appropriée. Il existe aussi des zones restreintes (par exemple le domaine Filion à Baie-Saint-Paul, la ferme Cabot à Cap-à-l'Aigle) qui sont des sites merveilleux devant être protégés de tout envahissement intempestif. Mais vouloir à tout prix sauvegarder dans son ensemble le patrimoine agricole de Charlevoix, c'est aller à l'encontre de cette conscience collective qui, en règle générale, a rompu depuis longtemps ses liens avec l'agriculture comme objet de valorisation.

Une aire culturelle est d'abord et avant tout une aire vécue plus intensément, et où le passé, même s'il ne peut se répéter, se continue sans se renier. Aux traditions paysannes des basses-terres se substituent dans Charlevoix les traditions des coureurs de bois. Ce sont, tout comme Menaud, des loups de bois qui, aux sillons, préfèrent la montagne et ses forêts. Même s'il se détache de l'agriculture, le Charlevoisien n'est donc pas un être sans racine, mais ses racines il les trouve dans la terre porteuse de forêts.

Cet intérêt pour la forêt connaît une certaine permanence dans le temps. Au début de la colonie, il se porte sur les grands pins rouges imbibés de résine goudronneuse et sur les cèdres imputrescibles que l'on retrouve dans la vallée du Gouffre. De nos jours, c'est le sapin et l'épinette de l'arrière-pays montagneux qui prolongent cet intérêt. Cette forêt se marie d'ailleurs à l'industrie pour renforcer la position de la première.

Partie intégrante et stable du projet collectif, le patrimoine forestier charlevoisien doit faire l'objet d'une politique générale de préservation. Cette politique ne devrait aucunement paralyser les activités que génère cette ressource, mais les canaliser afin d'en assurer la continuité. D'autres politiques, de nature plus globale et plus contraignante, mais s'appliquant à des espaces restreints, doivent aussi être élaborées. Ainsi, il y aurait lieu de définir et de classer, après un inventaire approprié, certaines zones forestières présentant un intérêt particulier en terme de concentration d'espèces représentatives du milieu. On pourrait aussi recréer, sur un site originel, un ancien chantier où l'on retrouverait l'ensemble des installations et des outils de l'époque. Ce sont là des œuvres auxquelles la population de Charlevoix s'identifierait parfaitement.

Aux loups des bois de l'intérieur se juxtaposent les loups de mer de la côte et de l'île. Peu de régions de la province ont produit autant de navigateurs, de goélettiers, de débardeurs et de constructeurs de bateaux. L'installation même des premiers colons s'effectuait par rapport à la mer : le site était convenable s'il était près de l'eau. Dans ce pays, même si l'on n'est pas marin ou débardeur, la mer occupe une position éminente dans l'échelle de valorisation. On parle volontiers de la mentalité différente des gens de la côte, en particulier des marins, qui ont une vision très large du monde, par rapport aux populations agro-forestières de l'arrière-pays habituées à vivre à l'intérieur de leur quarante piquets. Tout au long de la côte, parmi les lieux les plus prisés, les quais occupent une place de choix. Ils exercent une fonction symbolique d'autant plus importante que leur fonction utilitaire est presque totalement disparue.

La mer, tout comme la forêt, définit donc une constante du projet collectif et, à ce titre, sollicite une action dont les modalités d'application s'inscrivent dans la nature même du milieu. Ici, peut-être plus qu'ailleurs, il semble difficile de sectionner l'espace pour y plaquer des politiques différentielles de sauvegarde. Comme le signalent certains enquêtés, c'est toute la côte de Charlevoix qui mérite d'être sauvegardée. Reste les difficultés d'application d'une telle proposition ! Il y a lieu de se rabattre sur une alternative moins ambitieuse et de discriminer certains espaces dont la valeur culturelle est incontestable. L'île-aux-Coudres, Saint-Irénée, Saint-Joseph-de-la-Rive et Petite-Rivière-Saint-François sont des exemples particulièrement choisis de milieux ayant toujours vécu en symbiose avec la mer. Ces localités ont été de véritables pépinières de navigateurs, de goélettiers et de débardeurs. C'est l'ensemble de ce caractère maritime que devrait essayer de consolider toute politique d'aménagement culturel. Dans le détail, ceci peut signifier la restauration et la réanimation des quais, le libre accès au fleuve, la réactualisation de certaines activités liées à la mer, comme la pêche aux marsouins, etc.

L'activité touristique, par sa continuité et sa progression dans le temps, définit le dernier volet du projet collectif pouvant s'inscrire dans une stratégie de développement culturel. Charlevoix, en particulier la côte, a l'habitude du tourisme ; Pointe-au-Pic est probablement le symbole de cette tradition. Cette vocation touristique ne repose pas sur quelque appât artificiel ; elle prend racine dans la nature même de la région : « Ce qui fait l'attrait touristique ici, c'est Charlevoix lui-même ! On y découvre des paysages qu'on ne découvre pas ailleurs ; on y découvre des gens qu'on ne trouve pas ailleurs » (Enquête de Baie-Saint-Paul).

Le tourisme représente un actif, mais en même temps une menace. Plusieurs enquêtés insistent sur la relation pouvant exister entre l'activité touristique, la dégradation du milieu et la vassalisation de la population. En somme, il y a risque que l'industrie touristique détruise le fondement même de son activité. Nous n'avons guère besoin d'insister sur la nécessité de briser ce cercle vicieux. Le développement touristique peut et doit se faire en harmonie et dans le sens même du projet collectif. La forêt, la mer,

les paysages et la population donnent à ce pays un caractère particulier qu'il faut sauvegarder et non substituer par un flot d'activités étrangères au milieu.

LE NOUVEAU PROJET COLLECTIF

Nous avons jusqu'ici identifié rétrospectivement les principales composantes du projet collectif : ses ruptures et ses continuités, sa diversité spatiale et sa signification en terme d'actions aménagiste. Cette analyse repose sur un réel vécu ou perçu ; elle sonde certaines tranches d'une histoire de vie collective.

Si nous prolongeons dans le temps cette opération, nous entrons dans le domaine de la critique prospective, dans l'exploration du modèle social anticipé. Ce modèle, ordinairement apprêté par les élites régionales ou extra-régionales, peut être prétexte à l'injection de valeurs plus ou moins étrangères au milieu. C'est ainsi, qu'à tour de rôle, l'on voit défiler des projets d'aménagement tout aussi ampoulés qu'inadaptés ; à certains moments c'est l'agriculture qui devient l'objet de la sollicitude des planificateurs, puis c'est le tourisme, puis c'est le mariage sinon d'amour, du moins de raison, de l'agro-tourisme, puis c'est l'industrialisation, puis, en termes plus précis, c'est la création d'un casino et d'un centre de ski d'envergure nord-américaine qui sont susceptibles de corriger tous les maux régionaux. C'est peine perdue de chercher une quelconque logique dans ces divers projets ; ils sont le fruit d'une génération spontanée ou ... de pressions occultes. À cette approche nous préférons celle de la lente et difficile élaboration du projet collectif en partant du milieu.

En suscitant une réaction critique sur le passé et le futur, nous essayons d'explorer les voies du développement régional : *Y a-t-il eu des changements au niveau de l'exploitation des ressources depuis l'arrivée des premiers colons : amélioration ou dégradation ? Que pensez-vous de ces changements ? Proposeriez-vous des politiques favorisant le développement de votre région ?* Inutile de dire que l'on parvient plus facilement à identifier les succès et les lacunes du passé qu'à projeter des objectifs précis pour l'avenir.

Démystification du passé

L'évolution rapide de la société québécoise au cours du dernier quart de siècle a favorisé l'éclosion d'une ambivalence collective où le changement est à la fois souhaité et appréhendé. Des espoirs trop souvent déçus, des projets sans lendemain, des solutions-cataplasmes ont rendu sceptiques les plus optimistes et désabusé les tièdes. Le procès que l'on fait du passé reflète partiellement ce malaise.

Dans la première partie de la question venant d'être citée, l'on tentait d'apprécier l'évaluation que chacun fait du passé collectif, son estimation des changements et des constances du milieu. L'analyse de contenu des

diverses réponses a permis de repérer dans un premier temps les thèmes suivants :

Degré de permanence —————→ Formes et fonctions

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------------|
| • détérioration | • habitat |
| • inadaptation | • paysage |
| • adaptation (passé) | • bâtiments anciens |
| • adaptation (présent) | • infrastructures |
| • amélioration | • ressources : agriculture, forêt |
| • changement (non qualifié) | • travail |
| | • mode de vie |

Le degré de permanence porte sur la qualité ou le mérite des actions posées, en fonction d'un certain modèle plus ou moins explicite : ce qui est *détérioration* du milieu pour l'un peut être perçu comme *amélioration* par l'autre. Les formes et fonctions désignent le champ des objets ou des actions sur lesquels se porte l'évaluation. En croisant *degré de permanence* et *formes et fonctions* l'on obtient un tableau présentant quarante-deux combinaisons possibles (tableau 2).

La détérioration du milieu semble marquée par l'abandon de l'agriculture (28%) et des bâtiments anciens (56%). Il semble étonnant que dans une région à caractère rural comme celle de Charlevoix, tant de gens s'inquiètent de l'abandon ou de la dégradation des bâtiments anciens : forges, moulins à scie ou à farine, vieux magasins ou maisons de ferme. Mais les motifs qui les amènent à soulever ce problème ne sont pas nécessairement liés à l'aspect architectural ou esthétique de ces bâtiments. Le magasin général et la vieille boutique de forge qui s'effondrent et cessent toute activité représentent beaucoup plus que la simple élimination de monuments plus ou moins anciens ; c'est aussi la suppression de lieux de rencontre où l'on devise entre amis sur la pluie et le beau temps, de lieux de service, de foyers de diffusion des nouvelles de la place et de l'extérieur :

« Nous autres, on avait un magasin général. Ça jouait aux cartes là, je peux pas vous dire comment ! Y'avait un grand escalier dans le magasin ; pi là, dans le jour, dans l'après-midi, l'hiver, pas l'été, ça s'emplissait de monde jusqu'en haut pour parler et jaser. Ça parlait de politique, on parlait de ce qui se passait dans la paroisse. Tout le nouveau y passait. Après ça, y jouaient aux cartes, pi aux dames... En même temps, y faisaient les commissions. Y laissaient leur deux paquets là, y fumaient la pipe, y s'racontaient des histoires. Tout y passait » (Enquête des Éboulements).

De même les ressources agricoles et forestières ont été dégradées : « La forêt a été utilisée sans discernement ; les terres se sont morcelées ; on a laissé la forêt envahir les terres. On a laissé gaspiller certaines ressources » (Enquête de La Malbaie). Les méthodes de mise en valeur étaient inadaptées (22%).

« À un moment donné, on s'est aperçu que quatre hommes pour exploiter une ferme ça permettait à la famille de vivre, mais ça ne permettait pas, par exemple, de se procurer le luxe. Ce qu'on appelait luxe à l'époque, bien aujourd'hui on dit que c'est essentiel à la vie. Alors, ça s'est vidé tranquillement ; puis y'a un vieillissement extraordinaire des habitants. Le renouvellement ne se fait pratiquement plus dans le milieu » (Enquête de Baie-Saint-Paul).

Tableau 2

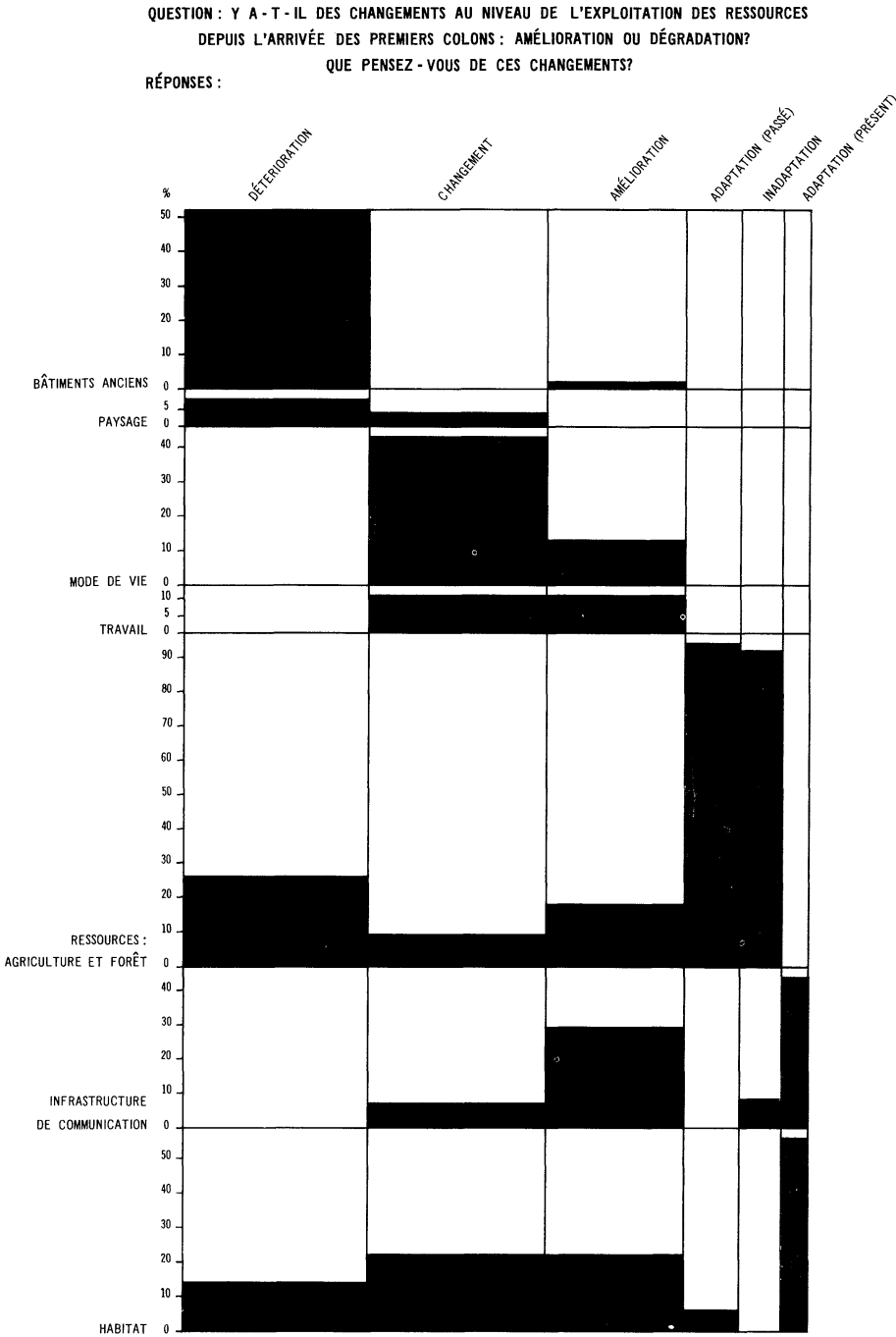
Question : *Y a-t-il eu des changements au niveau de l'exploitation des ressources depuis l'arrivée des premiers colons : amélioration ou dégradation ? Que pensez-vous de ces changements ?*

Réponses :

<div> <i>Degré de permanence</i> <i>Formes et fonctions</i> </div>	<i>Pourcentage des mentions*</i>						<i>Pourcentage standardisé</i>					
	<i>Détérioration</i>	<i>Changement (non qualifié)</i>	<i>Amélioration</i>	<i>Adaptation (passé)</i>	<i>Inadaptation</i>	<i>Adaptation (présent)</i>	<i>Détérioration</i>	<i>Changement (non qualifié)</i>	<i>Amélioration</i>	<i>Adaptation (passé)</i>	<i>Inadaptation</i>	<i>Adaptation (présent)</i>
Bâtiments anciens	56%	—	2%	—	—	—	51,8%	—	2,4%	—	—	—
Paysage	9%	4%	—	—	—	—	8,3%	3,8%	—	—	—	—
Mode de vie	—	44%	11%	—	—	—	—	42,7%	13,2%	—	—	—
Travail	—	11%	9%	—	—	—	—	10,6%	10,8%	—	—	—
Ressources : agriculture et forêt	28%	9%	15%	30%	22%	—	25,9%	8,7%	18,0%	93,7%	91,6%	—
Infrastructure de communication	—	7%	24%	—	2%	7%	—	6,7%	28,9%	—	8,3%	43,7%
Habitat	15%	28%	22%	2%	—	9%	13,8%	27,1%	26,5%	6,2%	—	56,2%
							100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

* Le pourcentage des mentions est établi à partir de 43 répondants.

Figure 9



Ceux qui prétendent que les méthodes de mise en valeur étaient bien adaptées (30%), se contentent souvent d'appuyer leurs dires en esquissant de vagues « ils ne pouvaient pas faire mieux » ou « ils ont fait leur possible ».

Selon les mêmes répondants, les améliorations les plus sensibles ont pris place dans le domaine de l'habitat (22%) et des infrastructures de communication (24%). Plusieurs parlent aussi des changements survenus dans l'habitat (28%) et le mode de vie (44%), mais sans jamais qualifier ces changements.

En résumé, le jugement que le Charlevoisien portent sur son milieu est sévère. Si l'on standardise les fréquences des colonnes sur une base de 100% (partie droite du tableau 2), et que l'on porte ces nouveaux résultats sur un graphique (figure 9), l'on découvre que tout ce qui fait l'originalité de ce milieu (bâtiments anciens, paysage et ressources) se détériore ou connaît des changements que l'on ose à peine qualifier. Ceci ne signifie pas que l'on voudrait revivre le passé. Car, il est aussi permis de penser que les répondants discréditent jusqu'à un certain point ce passé lorsqu'ils exaltent les mérites de leur adaptation actuelle au milieu et qu'ils inventorient la série d'améliorations dont le présent les gratifie.

En dépit de la fragilité de cette analyse fondée sur un échantillon restreint, il ressort que la population de Charlevoix n'a pas tendance à idéaliser inconditionnellement son passé et à vouloir le reproduire. Ce passé est chargé de trop d'échecs, de frustrations, de misères, de dégradations et d'inadaptations pour en faire la norme absolue de comportement de l'avenir.

Une conscience nouvelle

Compte tenu des réticences exprimées sur le passé et le présent, on est amené à supputer le modèle de l'avenir. Ce modèle exprime tout à la fois le contexte géographique dans lequel évoluent les Charlevoisiens et leur vision du monde.

L'étude de la vision du monde et du système de valeurs d'une collectivité, dans ses rapports avec ses aspirations de développement, n'a pas fait l'objet de recherches suffisantes pour que nous puissions utiliser un cadre de référence très précis. Encore-là, nous appuyant sur un discours obtenu avec le minimum de contraintes, nous sommes amenés à des rationalisations après coup.

L'effort portera sur l'analyse de propositions de développement de la région de Charlevoix. La question très générale qui cherchait à susciter ces propositions s'énonce ainsi ; *Proposeriez-vous des politiques (des actions) favorisant le développement de votre région ?* Compte tenu du fait que cette question ne prenait place qu'après avoir évoqué l'image du présent et du passé, l'on est en droit de prétendre que les réponses fournies ne sont pas simplement l'expression d'une vision onirique ou utopique de l'avenir. Les conditions et les contraintes que l'on fixe à plusieurs des propositions en sont d'ailleurs la preuve.

L'avenir de Charlevoix ne peut plus s'inscrire dans une sorte de prolongement mécanique du passé. Une conscience nouvelle, certes à peine perceptible, témoigne d'une vision inédite des rapports homme-milieu :

« Y'a quand même eu un changement, ici, dans la région. En tout cas, comparativement à ce que c'était y'a cinq ou six ans, y'a eu un gros changement. Les gens sont un p'tit peu plus capable de penser région ... » (Enquêté de Pointe-au-Pic).

Par ricochet, cette prise de conscience se traduit par des objectifs de planification du développement, de participation collective aux décisions et de préservation du milieu (tableau 3).

Tableau 3

Question : Proposeriez-vous des politiques (des actions) favorisant le développement de votre région?

Réponses :

<div> <div>Domaine à privilégier</div> <div>Actions</div> </div>	Pourcentage des mentions				Pourcentage standardisé			
	Participation de la population	Planification et développement	Aucune action précise	Protection du milieu	Participation de la population	Planification et développement	Aucune action précise	Protection du milieu
Ressources	12%	3%	3%	—	30,0%	14,2%	15,0%	—
Tourisme	9%	15%	1%	7%	22,5%	71,4%	5,0%	36,8%
Agriculture	1%	1%	7%	—	2,5%	4,7%	35,0%	—
Industrie	3%	—	2%	—	7,5%	—	10,0%	—
Général	15%	2%	7%	12%	37,5%	9,5%	35,0%	63,1%
	100,0%				100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

* Les pourcentages sont établis à partir de 90 propositions de développement.

Au niveau des actions, c'est la participation qui retient le plus l'attention des informateurs. Cette participation peut revêtir différentes formes, allant du blâme plus ou moins voilé vis-à-vis des structures actuelles du pouvoir, jusqu'à des propositions concrètes de participation active dans la prise de décisions. Ceci ne va pas sans créer de remous :

« Prend le centre de ski de Petite-Rivière-Saint-François. Ça, c'est le maire ... et la mission de l'OPDQ ... qui sont là-dedans. C'est leur bébé ... je sais pas si veulent s'en faire une gloire avec cette affaire-là. Je sais, nous autres, quand y'a eu un projet PIL (Projet d'initiative locale), où y'a eu des gens qui sont allés travailler à Petite-Rivière-Saint-François pour leur dire : « Attention ! c'est à vous-autes ça. Organisez-vous pour que ce soit rentable pour vous-autes ... » Là, le maire a sauté ; « chose », là-bas, à l'OPDQ a sauté, en disant : « Comment ça se fait, on va voir les gens, pi ils nous parlent moins qu'ils nous parlaient ». C'est peut-être qu'ils (les gens) sont un p'tit peu plus conscients. Mais on dirait qu'ils (les leaders traditionnels) n'aiment pas ça que les gens essaient de s'organiser pour véritablement prendre ça en main cette affaire-là. La Petite-Rivière-Saint-François ça aura des retombées en autant que ce sera les gens de la place qui seront capables de s'organiser ... » (Enquêté de Pointe-au-Pic).

La participation de la population fait face à un problème encore plus grave que l'affrontement des autorités en place : c'est l'inertie même d'une partie de cette population qui accepte l'ordre établi :

« Écoute, franchement, c'est pas mal embêtant de proposer quelque chose. Les gens qui sont à la tête y'ont assez de misère, si y'en avaient (des solutions), ils les sortiraient eux-mêmes. D'abord, y sont plus connaisseurs que nous autres dans ça. C'est facile de me dire à moi : « Ah ! si j'étais là je ferais ci ou ça ». Mais quand t'es là... » (Enquêté de La Malbaie).

On voit à quel défi se butent ceux qui entendent promouvoir un nouveau modèle de comportement social. Mais il n'empêche qu'un nouvel ordre est en émergence et qu'il faudra composer avec cette force dans le futur.

Une autre dimension importante du nouveau projet collectif est le souci d'organiser et de planifier le développement régional : vingt-et-un pour cent (21%) des propositions se rattachent à ce thème. La Mission technique d'aménagement a sans doute contribué à l'éclosion d'une philosophie du développement qui transcende les agitations quotidiennes. Le Conseil économique régional de Charlevoix (CER), dans ses difficultés mêmes de fonctionnement, entretient cette nouvelle éthique du progrès :

« Ce qu'il faudrait faire, et nous autres on regarde ça au niveau du CER, c'est de s'organiser pour pouvoir faire fructifier l'argent qu'on a : c'est-à-dire établir des choses pour que les gens de la place se créent des emplois et non pas avoir huit millions et faire des hôtels, pour être « serveuses », puis après le chômage pour cinq ou six mois... La grosse lacune c'est qu'on n'est pas capable de faire de prospective » (Enquêté de Pointe-au-Pic).

La protection du milieu (19% des propositions) est étroitement liée à la planification du développement. Dans un passé récent, aux dires de plusieurs informateurs, la modernisation, l'industrialisation, l'activité touristique ont provoqué une véritable érosion du milieu. Paysages, cours d'eau et lacs, résidences anciennes ont trop souvent été sacrifiés sur l'autel d'un pseudo-progrès. La nouvelle conception du développement s'accommode d'un certain contrôle :

« La population (de l'Île-aux-Coudres) souhaite la venue du tourisme en autant que ce soit contrôlé. Il va falloir contrôler, comme par exemple la vente des terrains... Y peut arriver un millionnaire, quand le centre de ski de Petite-Rivière va marcher, qui va acheter un terrain et nous construire un espèce de « Hilton ». L'Île n'aura plus le même cachet. Prenez dans le village de Saint-Louis, par exemple, si y'avait eu un règlement de construction, pi de zonage, avec un plan de sauvegarde, le gars n'aurait pas pu construire son motel à l'entrée du village. C'est pas là qui l'aurait construit... La population n'est pas encore consciente de tout ça. On n'est donc pas prêt à accueillir un gros « boum » touristique encore... » (Enquêté de l'Île-aux-Coudres).

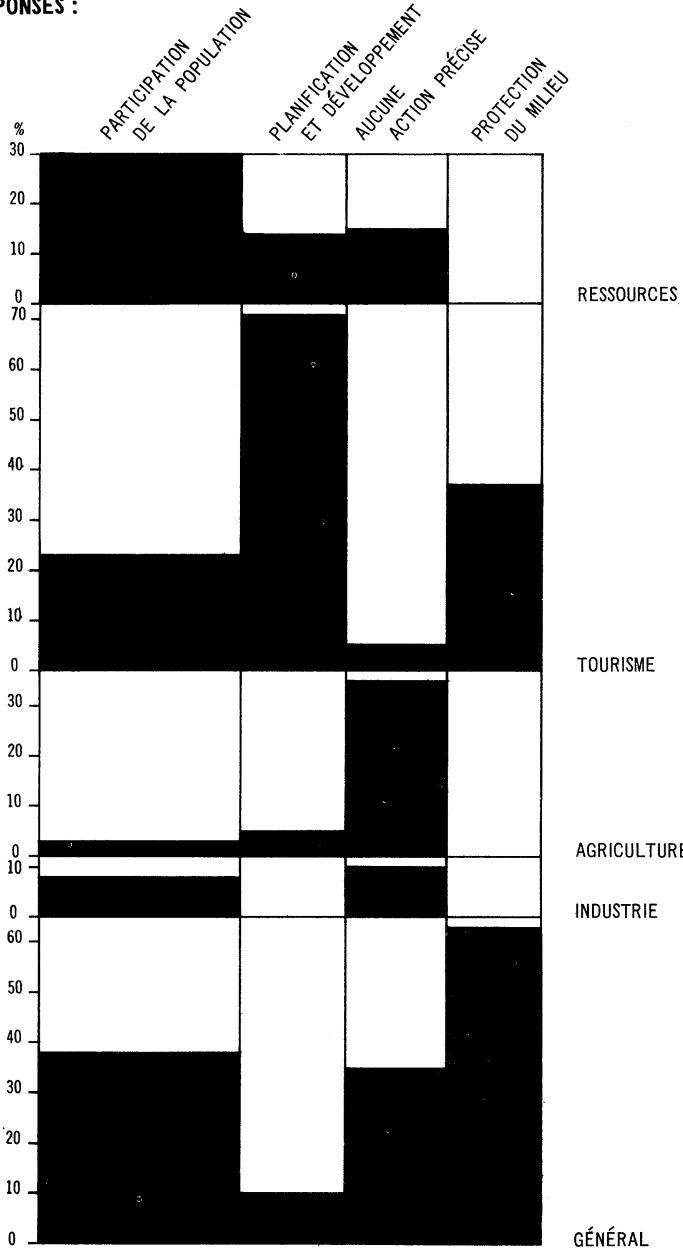
Dans ce nouvel esprit du développement où la planification, la protection du milieu et la participation populaire définissent les axes majeurs, quels sont les domaines privilégiés d'intervention ? En standardisant encore une fois les fréquences (partie droite du tableau 3 et figure 10), nous découvrons l'importance décroissante des divers champs d'intervention : c'est d'abord le domaine général, le tourisme et les ressources, puis, assez loin derrière, l'agriculture et l'industrie.

Ce qui est coiffé du titre « général » correspond à un ensemble de propositions non spécifiques du genre : « il faut tout développer », « il faut

Figure 10

QUESTION : PROPOSERIEZ - VOUS DES POLITIQUES (DES ACTIONS)
FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DE VOTRE RÉGION ?

RÉPONSES :



tout sauvegarder », il faut se donner des infastructures », « Y'a beaucoup de choses à faire », etc., . . . C'est aussi une catégorie passe-partout permettant d'insérer des éléments très divers, mentionnés à une ou deux occasions. Il ne faut donc pas accorder à ce domaine une très grande importance, sinon qu'il témoigne d'une profonde incertitude quant à la vocation naturelle de Charlevoix.

Il en est de même de la catégorie des « ressources » qui épargne, de la part des informateurs, toute responsabilité de précision : « il faut développer nos ressources », « Y'a beaucoup de ressources qui n'ont pas été mises en valeur ». Encore là, il s'agit d'une dérobade facile qui ne jette pas grand lumière sur la spécificité de Charlevoix.

L'agriculture et l'industrie, on pouvait le prévoir, ne font guère le poids dans l'arsenal ascensionnel de Charlevoix. C'est souvent d'une façon négative que l'une ou l'autre est abordée : « L'agriculture, y'en a jamais eu à Baie-Saint-Paul ; tout ça est en train de tomber complètement. On a chanté le retour à la terre. D'accord ! dans d'autres comtés » (Enquête de Baie-Saint-Paul) ; « Ça (l'industrie), c'est des affaires qui se font quand on est dans des grandes villes. Comment est-ce qu'un gars voudrait décoller quelque chose icitte, à La Malbaie . . . ? D'abord, t'as pas les transports ; tandis quand t'es proche des villes tu peux vendre plus facilement ce que tu fais » (Enquête de La Malbaie).

Le domaine privilégié par excellence est le tourisme qui recueille près du tiers des propositions de développement. Est-ce là un choix purement fantaisiste, ou un objectif réaliste ? Nous avons vu, dans la partie précédente, que la tradition touristique dans Charlevoix est bien ancrée : Pointe-au-Pic est certes l'un des endroits de la province les plus anciennement fréquentés à des fins touristiques. L'Île-aux-Coudres, compte tenu de ses possibilités d'hébergement, est en voie de connaître un véritable débordement de visiteurs au cours des mois d'été. Quel sera l'impact du centre de ski de Petite-Rivière-Saint-François lorsqu'il entrera en opération ? Qu'impliquerait l'ouverture d'un casino au Manoir Richelieu de Pointe-au-Pic ? Un espace aussi fragile que celui de Charlevoix pourra-t-il résister à tous ces assauts ?

Que le tourisme constitue ou non l'unique voie de développement régional, que l'on tente ou non une diversification des activités, il n'en reste pas moins que les aménagements actuels et prévisibles en vue de promouvoir la venue des visiteurs, nécessitent une très grande prudence. Les actions de planification, de protection du milieu et de participation populaire prennent ici tout leur sens. Soutenues et encouragées ces forces, encore hésitantes, permettront de conserver au milieu charlevoisien ce cachet qui est, aux dires de plusieurs enquêtés, « à nul autre comparable ».

SYNTHÈSE

Le postulat de départ de cette recherche accepte l'idée d'une certaine connexité entre une aire géographique donnée et un style culturel distinctif. Ce style culturel se manifeste dans l'originalité et l'authenticité des formes d'occupation, dans la durabilité des institutions et des modes d'expression populaire, ainsi que dans la façon particulière d'appréhender

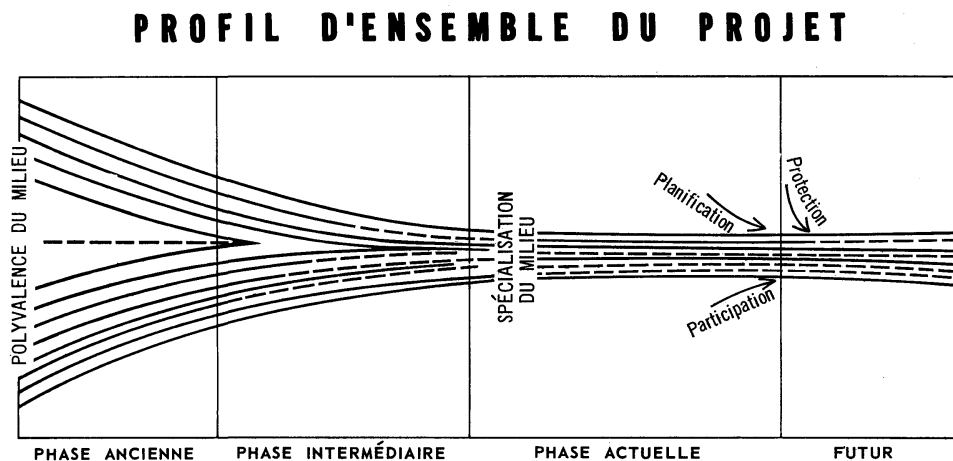
le milieu, révélée par l'analyse perceptuelle. Si les analyses morphologique et de peuplement sont particulièrement aptes à définir le contenu objectif d'une aire culturelle, l'analyse perceptuelle permet d'en saisir la signification au sens large. Cette signification prêtée aux objets, aux groupes, aux formes et aux valeurs véhiculées, constitue un instrument indispensable d'inventaire, car elle permet d'éviter le placage de modèles exogènes à des entités dont l'originalité et la raison d'être sont le produit de comportements et de valeurs endogènes au milieu.

Une aire culturelle est en quelque sorte l'expression tangible d'un « projet collectif » toujours en devenir. Partant des composantes fondamentalement de l'activité perceptive — identification, modélisation, signification et affectivité — il nous a été possible de reconstituer la trame du projet collectif de Charlevoix, et d'en reconnaître le niveau de consistance dans le temps et dans l'espace. Essentiellement polydimensionnel et ouvert dans le passé lointain, ce projet semble se contracter au fur et à mesure où l'on progresse dans le temps : l'éventail de choix se referme, en imposant des comportements de plus en plus stéréotypés. Débordant le cadre du passé et du présent, on en arrive à anticiper le profil du « nouveau projet collectif » qui s'articule, non pas en prévision d'un retour à la polyvalence ancienne, mais en fonction d'une nouvelle conception du développement, cherchant à introduire les idées de planification, de protection du milieu et de participation de la population.

Le profil d'ensemble du projet peut être illustré par la figure 11, qui épouse la forme d'un entonnoir disposé sur un plan horizontal.

Les lignes continues ou discontinues à l'intérieur de ce moule désignent les composantes du projet qui se perpétuent, s'estompent ou se manifestent plus ou moins inopinément dans le temps. Si l'on accepte l'idée qu'un « arrondissement culturel » est une aire qui se distingue par une plus grande

Figure 11



permanence et une plus grande intensité de vie culturelle, que cette vie culturelles est elle-même redevable, en partie, aux modalités d'appropriation et de mise en valeur du milieu, ou en arrive à définir les principaux axes devant servir à la détermination de ces arrondissements :

- la forêt a été et continue d'être une partie intégrante du projet collectif ;
- la mer, en particulier pour la population de la côte, occupe une position éminente dans l'échelle de valorisation et définit une autre constante de ce projet ;
- l'activité touristique, par sa continuité et sa progression dans le temps, esquisse une dernière dimension de ce projet.

L'ensemble des résultats dérivant de cette recherche ne doivent pas faire illusion. S'il existe, pour employer une expression de Louis De Broglie, une « correspondance univoque entre le monde et l'image que nous nous en faisons », cette univocité disparaît lorsque nous tentons de saisir le contenu de cette correspondance. Tant de facteurs interviennent dans la fabrication de l'image collective qu'il semble impossible d'en cerner toute la richesse et la subtilité. Il n'empêche que, si nous désirons procéder à des aménagements qui répondent aux aspirations des collectivités, l'on se doit d'avoir une vision claire de cette image, car c'est elle qui inspirera la quotidienneté des décisions.

NOTES

¹ Cette recherche, entreprise dans le cadre d'un projet beaucoup plus vaste visant à définir une méthodologie d'inventaire des sites et arrondissements géographiques (PAISAGE), a été subventionnée par le ministère des Affaires culturelles. Même si les propos tenus ici ne relèvent que de notre responsabilité, nous tenons à souligner la collaboration sans défaillance que nous avons reçue de la part des assistants de recherche : Richard Bouchard, Jacqueline Beaulieu, Claude Trudel, Marie Potvin, Hélène Bergeron et Michel Lecarpentier.

² De manière à conserver l'authenticité et le naturel du discours, la transcription des nombreux extraits d'enquête que nous donnons ici et dans les pages suivantes a été faite d'une façon littérale, à partir des enregistrements sur bandes magnétiques.

BIBLIOGRAPHIE

- BACHELARD, Gaston (1970) *La poétique de l'espace*. Paris, Presses universitaires de France, 215p.
- CLAVAL, Paul (1974) *Éléments de géographie humaine*. Paris, Éditions M.-Th Génin, Librairies techniques, 412p.
- DARTIGUES, André (1972) *Qu'est-ce que la phénoménologie*. Toulouse, Privat, 176p.
- EKAMBI-SCHIMDT, Jézabelle (1972) *La perception de l'habitat*. Paris, Éditions universitaires, 188p.
- LYNCH, Kevin (1971) *L'image de la cité*. Paris, Dunod, 222p.
- MCLUHAN, T.C. (1974) *Pieds nus sur la terre sacrée*. Paris, Éditions Denoël, 187p.
- TUAN, Yi-Fu (1974) *Topophilia*. Englewood Cliffs, New Jersey. Prentice-Hall, Inc., 260p.

RÉSUMÉ

BUREAU, Luc : Des paysages, des idées et des hommes : le projet collectif de Charlevoix.

D'une façon quelque peu empirique, on peut distinguer quatre phases interreliées dans le processus de formation de l'image collective d'un milieu : l'identification, la modélisation, la signification et l'affectivité. Partant de ces composantes fondamentales de l'activité perceptuelle, et les mettant elles-mêmes en relation avec celles du paysage (les formes, les habitants et les valeurs), il nous a été possible de reconstituer la trame du projet collectif de Charlevoix et d'en reconnaître le niveau de consistance dans le temps et dans l'espace. Essentiellement polydimensionnel et ouvert dans le passé lointain, ce « projet » semble se contracter au fur et à mesure que l'on progresse dans le temps : l'éventail de choix se referme, en imposant des comportements de plus en plus stéréotypés. Débordant le cadre du passé et du présent, on en arrive à anticiper le profil du « nouveau projet collectif » qui s'articule, non pas en prévision d'un retour à la polyvalence ancienne, mais en fonction d'une nouvelle conception du développement, cherchant à introduire les idées de planification, de participation collective et de protection du milieu.

MOTS-CLÉS : Image du milieu, Identification, Projet collectif, Paysage, Charlevoix.

ABSTRACT

BUREAU, Luc : Landscapes, Ideas, and Men : The Regional Objective of Charlevoix.

In a somewhat empirical way, one can distinguish four interrelated phases in the process of forming the collective image of a milieu : identification, « modélisation » (internal model), significance and affectivity. Beginning with these fundamental constituents of perceptual activity and placing them in relation to those of landscape (forms, inhabitants, and values) it has been possible for us to reconstitute the network of the regional objective of Charlevoix, and to identify its level of consistency. Essentially polydimensional and open in the distant past, this « objective » seems to contract as one progresses in time : the range of choice shrinks, imposing as it does so, more and more stereotyped patterns of behavior. By going beyond the conceptual limitations of the past and present, one can foresee the outline of a new regional objective which appears not as a possible return of the diversity of the past, but rather as the assertion of a new concept of development which attempts to introduce long range planning, collective participation, and protection of the environment.

KEY WORDS : Image of a milieu, Identification, Regional Objective, Landscape, Charlevoix, Province of Quebec.